

U.N.E.F.

15 Rue Soufflot
Paris 5°

Tél : 326 86 01 et 02

JANVIER 1969

UNEF/INFORM SPECIAL

Edité par le Secretariat de l'UNEF
C.P.P.P. n° 286 968

T E X T E D' O R I E N T A T I O N

Présenté par le Bureau National

/ 57ème CONGRES de l'U.N.E.F /

MARSEILLE - DECEMBRE 1968

/ /- LEMENTS DE STRATEGIE ET
PROPOSITIONS d'ACTION POUR L'UNIFICATION du MOUVEMENT
ETUDIANT SUR UNE LIGNE POLITIQUE de MASSE -

I - PRINCIPES GENERAUX :

Le mouvement de Mai a fait faire un bond qualitatif irréversible au mouvement étudiant.

- * il est apparu comme force politique autonome dans la lutte contre le régime capitaliste,
- * il a suscité des formes de jonction directe avec la classe ouvrière.

C'est sur ces deux acquis du mouvement que la Charte de Grenoble s'est fondée pour redéfinir dans la conjoncture actuelle la nature et la fonction du mouvement étudiant.

A - Fondements de la lutte anti-capitaliste du Mouvement étudiant à l'Université

L'évolution de l'université capitaliste ouvre des possibilités pour les luttes étudiantes de s'insérer dans le champ de la lutte des classes. En effet, la grande masse des étudiants n'est plus destinée à l'intégration automatique dans la classe dominante, mais à des professions et des qualifications soumises directement au despotisme de la grande entreprise et du capital. A sa manière, le travail intellectuel devient un travail social abstrait, largement interchangeable d'un individu à l'autre. La condition de salarié exploité a malgré des contradictions importantes, de plus en plus de traits communs pour une grande partie des travailleurs intellectuels et des travailleurs manuels. Cette situation nouvelle de la division capitaliste du travail a des répercussions importantes sur la conception que se font les classes dominantes de l'université et du type de culture qu'elle doit dispenser. Il ne s'agit plus de dispenser une culture aristocratique, mais de former en grande masse des spécialistes de tel ou tel travail intellectuel parcellaire, des spécialistes adaptés aux besoins de la grande industrie capitaliste. Cette pénétration de la division capitaliste du travail à l'université rend possible des luttes sur le terrain universitaire (structures et contenu de la formation en liaison avec le devenir de classe) ayant des aspects revendicatifs qui soient une jonction effective avec le combat de la classe ouvrière contre le régime capitaliste.

Mais une simple lutte revendicative est insuffisante pour faire peser le poids spécifique des étudiants dans la lutte des classes : car la fraction productive des mensuels, cadres et techniciens se caractérise par une situation ambiguë et bi-polaire, plus particulièrement sensible à l'idéologie dominante. Idéologie du professionnalisme, etc... C'est pourquoi toute lutte sur la formation, même si elle comporte des aspects revendicatifs doit être aussi politique et idéologique et ne peut être assumée qu'en fonction des intérêts généraux de la classe ouvrière, donc par une organisation politique de masse.

.../...

Il n'y a pas de séparation entre la fonction économique (formation professionnelle), et la fonction idéologique de l'université, l'idéologie fait partie intégrante de la formation et du métier et n'est nullement réservée aux bastions de l'université libérale moribonde. Toute la bataille sur le devenir professionnel est aussi idéologique : les revendications sur les structures de formation sont l'appui, la pensée concrète de cette lutte. Il s'agit de rallier les travailleurs scientifiques et intellectuels, par leur pratique politique dans le mouvement à l'université, sur les positions du prolétariat ; par exemple la lutte des étudiants des I.U.T. pour leur intégration aux facultés des sciences pose le problème de l'unification des couches techniciennes et des cadres productifs et ceci à la période de formation de la force de travail qualifié, faisant sauter les hiérarchies voulues par le patronat.

Il n'y a pas en soi de revendications intégrables ou non, mais au contraire, des luttes revendicatives débouchant ou non sur un déséquilibre plus profond du capitalisme. Les critères de détermination des objectifs de luttes (y compris revendicatifs) ne peuvent être conçus qu'en fonction d'une analyse politique des contradictions du système. Les objectifs de lutte ont pour but :

- * d'accroître les contradictions politiques au sein du camp adverse et inversement d'unifier le mouvement étudiant, Ainsi, l'objectif de lutte sur les libertés politiques exacerbe les contradictions des autorités académiques et des différentes fractions de la bourgeoisie et fait l'unité de l'avant-garde étudiante et des masses de Mai.
- * d'accroître momentanément les contradictions économiques du système (c'est-à-dire qu'il s'agit pour le mouvement étudiant de lutter contre les "réformes" du capitalisme à l'université) ; la mobilisation de masse et la mise en échec, même partielle, des projets technocratiques du pouvoir peut avoir des conséquences gênantes pour le système.
- * d'élever le niveau de conscience politique par la pratique de la lutte.

Par exemple, la lutte contre la sélection n'est pas la satisfaction pure et simple des intérêts immédiats des étudiants qui souffrent de l'élimination mais un véritable objectif de rupture dans la mesure où il a pour conséquence l'apport sur le marché du travail des masses de travailleurs qualifiés que le système est incapable d'absorber dans la conjoncture actuelle. La lutte contre la réorganisation capitaliste de l'université, y compris dans ses aspects revendicatifs, reste une des tâches essentielles du mouvement étudiant.

Or, il existe des courants qui remettent en cause ces acquis :

1° - Les partisans du retour à une conception purement syndicale : Le grand syndicat, défenseur des intérêts moraux et matériels immédiats de tous les étudiants, déjà dépassé par l'évolution de l'UNEF avant Mai, n'est plus qu'une mystification tendant à cautionner deux types de pratiques dépassées.

.../...

Pour les partisans de l'union des forces démocratiques, la mobilisation des couches petites bourgeoises étudiantes, sur l'insuffisance des moyens matériels de l'université et l'incohérence de la politique "rénovatrice" du pouvoir n'a pour seul but que de les constituer en alliés conjoncturels sur des bases démocratiques bourgeoises de la classe ouvrière dans le cadre de l'étape de la démocratie véritable (ou avancée).

La logique de la défense élémentaire et économique (crédits, locaux, maîtres) revient à revendiquer des moyens pour la réalisation des projets technocratiques

La négation de la lutte idéologique aboutit à une pratique réformiste qui revient à cautionner l'intégration des masses étudiantes malgré une politisation superficielle (contre le malthusianisme du pouvoir) et l'agitation sporadique.

Cette stratégie s'interdit en fait de riposter à la politique de formation du pouvoir bourgeois (adaptation accrue des structures et du contenu de la formation aux exigences de l'économie capitaliste et intégration de la masse réformiste des étudiants) et de s'attaquer aux racines de l'université de classe.

Pour les partisans du Front Unique Ouvrier, le rôle de l'UNEF est de défendre les intérêts les plus immédiats de l'ensemble des étudiants, en tant que couche petite bourgeoise soumise à l'attaque frontale de la grande bourgeoisie. L'ultra gauchisme verbal et le corporatisme le plus plat dans le choix des objectifs de lutte deviennent alors parfaitement compatibles : la fascisation du régime bourgeois oblige le milieu étudiant en lutte pour sa simple survie à réaliser le front unique avec la classe ouvrière pour le renversement du système, le dessein principal du grand capital étant de réduire la main d'œuvre à la situation de "chômeurs et de manoeuvres".

Or, s'il existe des contradictions internes entre la bourgeoisie néo-capitaliste et la petite bourgeoisie (parasitaire), c'est cette dernière qui est porteuse des tendances fascisantes et pousse à la répression systématique (débat à l'assemblée nationale avec le rôle des députés UDR provinciaux, Marcellin, etc...). L'objectif du grand capital n'est pas la destruction systématique des syndicats mais (cf. la loi sur les droits syndicaux) au contraire de mettre en place, par la participation, des structures d'intégration qui nécessitent des syndicats forts du type trade-unioniste, jouant le jeu de la programmation capitaliste autoritaire (cf. la politique des social-démocraties en Allemagne, Italie et Angleterre).

Compte tenu du développement des sciences et des techniques pour augmenter la production et la rentabiliser, il est évident que l'intérêt du grand capital va dans le sens d'une hausse du niveau de qualification globale des travailleurs (indice visible de cette politique : la part énorme du budget donné aux entreprises pour stimuler la recherche appliquée, la main mise du plus en plus directe du patronat sur les structures de formation et de recherche, la prolongation de la scolarité décidée par le gouvernement bourgeois).

.../...

La contrepartie de cette hausse de niveau, c'est l'exagération de la division technique et sociale du travail, créant pour une part un type de chômage nouveau (technologique). Le reste de "l'armée industrielle de "réserve" à savoir l'immense masse des chômeurs doit leur existence aux lois du marché capitaliste et à la conjoncture économique.

Quant à la tactique proposée, tout en ne cessant pas de dénoncer la bureaucratie, elle est en fait par elle-même essentiellement bureaucratique et aboutit à réduire le mouvement étudiant en simple force d'appoint des directions syndicales dénoncées (cf. en Mai, le refus de toute liaison autonome étudiants-travailleurs).

2° - L'attachement abstrait aux modalités de la pratique politique qui ont surgi en Mai ne résout pas le problème.

Le mouvement étudiant ne peut être un mouvement uniquement politique, cartel des organisations d'extrême-gauche (type S.D.S.) ou mouvement informel des comités d'action fédérés,

Il importe de ne pas revenir sur l'acquis de Mai pour s'en tenir à une problématique de strict intersyndicalisme et de soutien de principe (extérieur) aux luttes ouvrières. Un rapport, fondé sur une division institutionnelle des tâches avec les organisations officielles du mouvement ouvrier reviendrait à cautionner l'attitude du P.C.F. par rapport au mouvement étudiant ou à faire de celui-ci la force d'appoint d'autres courants (CFDT par exemple). L'U.N.E.F. n'a pas à négliger dans des conjonctures déterminées des possibilités d'accords intersyndicaux, à condition qu'ils soient corrélatifs de discussions et d'actions communes à tous les niveaux et qu'ils préservent l'autonomie politique du mouvement. Elle doit organiser la solidarité active et politique aux luttes ouvrières.

- Mais le mouvement ne doit pas se considérer pour autant comme l'avant-garde de la classe ouvrière, ce qui constituerait une erreur théorique et pratique très grave. Si, comme on a pu le dire, il a été en Mai, par sa pratique de la lutte (et non par sa ligne politique), le substitut d'un parti et d'une théorie révolutionnaire, il n'en reste pas moins qu'il ne peut, ni par sa composition sociale, ni par sa place dans les rapports de production, prétendre jouer ce rôle dans l'organisation du prolétariat. C'est dans la mesure où l'UNEF, sur son propre terrain, saura mener des batailles exemplaires, qu'elle pourra de manière permanente dépasser l'institution et acquérir la capacité pratique de s'imposer comme force politique autonome dans le combat général. L'intervention du mouvement étudiant dans les luttes de la classe ouvrière, à condition de respecter les formes de lutte décidées par les travailleurs, peut contribuer à changer le rapport de forces et reconstituer (de façon ponctuelle) le bloc des luttes de Mai. Mais dans l'immédiat, l'irruption à part entière du mouvement étudiant dans les luttes ouvrières ne passe pas par une alliance préférentielle avec les jeunes travailleurs présentés comme l'avant-garde du prolétariat.

.../...

Il est vrai que les jeunes travailleurs ont été les plus sensibles aux formes de luttes dures des étudiants : la jonction derrière les barricades possédait une signification révolutionnaire, mais ne constituait pas pour autant une jonction politique suffisante. Au contraire, les jeunes en tant que couches exploitées (à la fois comme jeunes et comme travailleurs), sont le plus sensibles aux déviations du type anarchisant (rejet de l'organisation syndicale, identification magique aux étudiants). Pour éviter ces dangers, c'est vers l'ensemble des travailleurs qui ont fait le mouvement de Mai dans les entreprises que doit agir le mouvement étudiant.

- Sans doute ne faut-il pas se faire d'illusion. En période de montée révolutionnaire, il doit y avoir une jonction de masse, même obtenue au prix de certains compromis (exemple : l'UNEF aurait dû participer à la manif de la C.G.T. le 29 Mai).

- L'abandon systématique de tout aspect revendicatif revient à laisser le champ libre à un syndicat droitier et à la structuration politique d'un courant réformiste en milieu étudiant qui diminuerait l'impact anti-capitaliste d'un mouvement exclusivement d'avant-garde.

La structure comité d'action décentralisé intervenant de manière totalement autonome à la base et caractérisée par une diversité de contenu correspondant par exemple aux spécificités locales revient à affaiblir la force de frappe du mouvement étudiant. Il faut la regrouper dans une structure unifiante pour amplifier l'impact de son action et lui donner un caractère national en fonction d'une ligne politique commune,

- Le type d'intervention inauguré à NANTERRE pendant le développement de la crise de Mai a une valeur historiquement délimitée : NANTERRE, en introduisant l'affrontement direct à la base, dans les cours et locaux universitaires, en pratiquant une dénonciation idéologique globale (refus des "chiens de garde") a débloqué une situation caractérisée par le décalage entre le niveau de prise de conscience de la masse et la crise objective du système de formation. La validité transitoire de ce type d'intervention est due à une situation de montée possible des luttes freinée par la contradiction entre le mécontentement latent de la base et le caractère inadéquat des tactiques et stratégies proposées. Désormais, la bourgeoisie est alertée : le schéma du détonateur ne peut se reproduire mécaniquement. Il faut organiser politiquement et stratégiquement le mouvement et combattre les tentations centrifuges de l'intervention directe désordonnée et de la seule pratique agitative.

B - Jonction des luttes anticapitalistes des mouvements étudiants et ouvriers

Le mouvement de Mai a suscité des modalités de jonction efficaces avec la classe ouvrière; Comités d'Action, Universités Populaires, CLEOP, etc... Pour la première fois dans l'histoire du mouvement étudiant cette jonction s'est faite sur le terrain même des luttes, alors que celles-ci étaient menées dans un

premier temps pour atteindre des objectifs uniquement étudiants (les trois points de l'U.N.E.F.). Une des leçons essentielles des événements de Mai est la nécessité pour le mouvement étudiant en tant que composante autonome du combat anti-capitaliste de sauvegarder et d'étendre le maximum de liaison organique avec la classe ouvrière. Cette liaison n'est pas seulement liée à la convergence du but final (destruction du capitalisme), mais aussi dans une large mesure à des stratégies communes (lutte pour le contrôle dans le cadre général de la lutte contre la politique de participation).

Au surplus, on ne peut envisager de luttes de masse étudiantes anti-capitalistes durables en dehors du développement de luttes ouvrières (ce qui détermine d'une certaine manière leurs objectifs et leurs formes de lutte).

- A l'heure actuelle, les conditions d'une jonction de masse en l'absence de luttes d'ampleur dans la classe ouvrière ne sont pas réunies. Ce sont les éléments étudiants et ouvriers politiquement les plus conscients qui peuvent constituer la frange d'interférence entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier.
- Le caractère radical des luttes étudiantes n'est pas transmissible mécaniquement à ce niveau : il faut susciter et organiser des lieux de discussion politique correspondant aux réalités réciproques. Il s'agit d'un impératif du mouvement révélé en Mai : forger l'unité de lutte, sur le fond, des étudiants et des travailleurs et lutter efficacement contre les tentatives d'isolement du mouvement étudiant et de parcellisation des luttes voulues par la bourgeoisie. (C'est dans ce cadre général que se pose le problème de l'ouverture de l'Université aux travailleurs et des universités populaires).

CONCLUSION :

Parce que ces deux acquis de Mai sont fondamentaux et représentent une évolution irréversible.

Parce que la lutte contre l'institution universitaire constitue un objectif anti-capitaliste important (enjeu essentiel pour la bourgeoisie).

L'U.N.E.F. doit être dans les faits le mouvement unificateur des courants étudiants progressistes et affirmer son impact politique. Mais la lutte contre la réorganisation capitaliste de l'Université ne saurait s'abstraire des éléments revendicatifs qui ne sont pas réformistes et destinée à améliorer le fonctionnement de l'Université bourgeoise par nature. L'U.N.E.F. doit donc être un mouvement politique de masse menant des luttes revendicatives et idéologiques. Il n'existe pas en soi de stratégie du mouvement étudiant. L'échec relatif de l'U.N.E.F. avant Mai résultait entre autres, d'une volonté de définir une ligne syndicale propre au milieu étudiant et susceptible de lui faire aborder progressivement les problèmes politiques. L'U.N.E.F. peut poser

.../...

l'articulation des luttes politiques et revendicatives à partir d'une analyse politique d'ensemble des contradictions du système capitaliste à un moment donné de la conjoncture politique. La hiérarchie des objectifs universitaires et extra-universitaires ne peut ainsi être mise en avant que par une organisation politique de masse n'étant pas obligée, comme avant Mai, de châtrer les dimensions politiques de sa lutte pour sauvegarder son caractère de masse.

II - ANALYSE de la CONJONCTURE :

Après Mai, la situation générale est critique pour le capitalisme : la crise monétaire qui a éclaté récemment au grand jour n'est que la conséquence d'une crise économique profonde. Celle-ci ne date pas d'aujourd'hui ; depuis plus de 10 ans, les symptômes en étaient déjà apparents.

La crise de l'impérialisme va de pair avec l'aggravation des contradictions interimpérialistes, car la logique du profit fait que les capitalistes doivent aujourd'hui non seulement rechercher le taux de profit le plus élevé mais aussi les possibilités d'investissements les plus importantes jointes à la nécessité d'une sécurité grandissante.

Ainsi, la nécessité d'une concurrence entre pays dans des conditions inégales de développement des forces productives oblige les pays capitalistes européens à être concurrentiels par rapport à l'impérialisme américain sur son terrain et à être compétitifs entre eux.

On peut donc constater que les transformations en cours de l'Université en France, comme ailleurs, constituent un élément important pour le développement du capitalisme. D'une façon plus générale, la politique capitaliste suppose, que faute d'une productivité suffisante, les conditions d'exploitation dans les pays impérialistes secondaires soient aggravées : d'où l'utilisation de diverses opérations comme la dévaluation ou l'emploi d'un ensemble de mesures intérieures destinées à réduire le coût du travail (concentration, rationalisation, chômage...). Le gaullisme est l'expression française de cette politique qui cherche à réduire les coûts de production (donc le prix du travail) pour pouvoir maintenir un certain niveau dans la compétition intercapitaliste.

En France, les derniers mois illustrent particulièrement cette situation. Mais certains éléments sont propres à la situation française. Si, malgré l'interruption de la production pendant 5 semaines et malgré les difficultés pour le régime et sa monnaie après Mai, la rentrée se caractérisait sur le plan économique par une relance relative, certains facteurs sont venus aggraver la situation. En effet, entre l'affaire sur les droits de succession et les rumeurs sur la réévaluation du mark (qui ont précipité la crise), l'élément essentiel est que le régime se trouve pris entre deux solutions contradictoires :

.../...

- soit attaquer et réduire les forces du mouvement de Mai en récupérant au plus vite les concessions de Grenelle, et en réprimant frontalement le mouvement étudiant : c'était la politique prônée par les couches archaïques et parasitaires du capitalisme français (PME, médecins, mandarins, petite bourgeoisie des dynasties locales et régionales) qui constituent l'assise essentielle de la revanche de juin (personnel politique de l'UDR aux tendances fascistes, etc... Marcellin). Mais il fallait risquer l'explosion sociale car le mouvement ouvrier et étudiant n'était pas rentré battu.
- soit récupérer un certain nombre d'objectifs du mouvement de Mai et intégrer la masse réformiste étudiante (et ouvrière) en en faisant la masse de manoeuvre de la réorganisation du système capitaliste, C'était la politique préconisée par la fraction la plus éclairée du grand capital et la Loi PAURE. Mais cette politique était impossible également car il fallait s'attaquer au pouvoir économique des couches parasitaires et rentières du capitalisme, aux fins de la concentration et de la compétitivité du système capitaliste français.

Cette impasse du pouvoir gaulliste explique la politique économique contradictoire qu'il a menée depuis Mai jusqu'à la crise monétaire.

Ceux qui ont remis le régime au pouvoir rendent impossible à celui-ci toute tentative d'arbitrage. Le gaullisme est ainsi poussé à évoluer progressivement du côté de son aile la plus conservatrice.

Ainsi s'expliquent les récentes mesures économiques et déclarations ministérielles) et l'évolution de la situation sociale : les indices se multiplient et nul ne doute que le second trimestre ne sera un moment important dans cette évolution.

Sans doute rien n'est joué. Le Plan COUVE DE MURVILLE est lui-même un compromis sur le dos de la classe ouvrière. Les échéances sont simplement reportées. Une alternative politique (de type centriste ou Giscard) peut constituer une solution mieux adaptée aux besoins du capital, encore qu'elle soit très difficile dans les conditions actuelles (marge de manoeuvre assez faible). Le mouvement étudiant doit se préparer aux risques de la répression généralisée mais ne doit pas pratiquer pour autant la politique de l'autruche (la mobilisation de masse a fait reculer le pouvoir à NANTERRE).

Dans ces conditions, on comprend tant les variations de la politique d'Edgar FAURE à l'Education Nationale, que plus généralement, les manoeuvres du pouvoir et ses provocations contre le mouvement étudiant compte tenu du rôle qu'il joue ou qu'il peut jouer dans le mouvement d'ensemble des travailleurs.

.../...

Nous sommes en période de crise généralisée. Les travailleurs se trouvent attaqués non seulement dans leur pouvoir d'achat, mais dans leur travail même qui devient de plus en plus difficile et qui est de moins en moins assuré. Pour que les travailleurs ne reprennent pas le combat, il faudra bien limiter toute possibilité de réaction, soit directement (par la répression directe ou diffuse, dont la menace dans une période d'instabilité de l'emploi peut être efficace), soit avec le concours de certains travailleurs (syndicat maison, CFTC). Il aurait fallu aussi que le pouvoir et le patronat fassent des "gestes" pour obtenir au moins la complicité tacite de certaines organisations, ce qui leur est désormais plus difficile. Les mois qui vont venir se marqueront inévitablement par une recrudescence de la lutte sociale, et à tout moment des conflits peuvent surgir dont on ne peut apprécier les conséquences exactes.

Pour limiter les risques de redémarrage d'un mouvement, le pouvoir aurait bien besoin que le milieu universitaire soit calme. Mais la politique de FAURE, prétendument libérale a fait long feu ; la participation dans l'université est morte avant d'avoir vu le jour. La Loi FAURE apparaît de plus en plus ouvertement pour ce qu'elle est ; rares sont ceux qui voient en elle une victoire du mouvement ; la majorité des étudiants n'y voient que la poursuite, sous des formes nouvelles des objectifs poursuivis depuis longtemps par le capitalisme qui a besoin de cet outil pour accroître sa compétitivité.

Les opérations qui se sont déroulées récemment dans l'université marquent sur ce point un tournant dans la politique du régime. En août, son projet essentiel était d'intégrer le mouvement : d'où ses propositions sur la participation, la régionalisation et la Loi FAURE. Aujourd'hui, le pouvoir sait que dans deux ou trois mois il sera confronté à une vive réaction des travailleurs. Il lui faut, pour que les risques de politisation, d'extension de cette réaction soient limités, casser le mouvement étudiant afin d'empêcher dans la mesure du possible une jonction dangereuse pour lui. C'est pourquoi il s'est livré, avec les flics dans les facultés, à toute une série de provocations, prenant ainsi le risque d'un affrontement avec le mouvement étudiant au moment où il pense que les étudiants sont isolés.

En outre, les mesures récemment promulguées (décrets scélérats) tant dans l'université que dans les lycées sont en contradiction totale avec le contenu de la Loi Faure sur la participation. Déjà, en ce qui concerne le secondaire, l'article 15 du décret du 8 Novembre, instituant de nouveaux conseils d'administration dans les lycées, avait donné aux proviseurs le pouvoir de "prononcer la démission d'office d'un membre du conseil en cas de manquement à l'exercice de ses fonctions ou de comportement incompatible avec celles-ci" ; maintenant, dans les facultés, les pouvoirs donnés aux recteurs sont en contradiction avec la Loi Faure (qui attribuait ces pouvoirs aux conseils). Le Gouvernement sait donc, et fait savoir, que la Loi d'orientation, en ce qui concerne la participation, ne sera pas appliquée (quelle désillusion pour ceux qui s'y étaient laissés prendre !). Bien entendu on tentera néanmoins de poursuivre la mise en oeuvre des objectifs fondamentaux de cette réforme.

.../...

Enfin, on ne saurait mésestimer la dimension internationale de l'enjeu. Les capitalismes, même s'ils sont concurrents entre eux, savent passer l'éponge lorsqu'il le faut (De Gaulle-Johnson), ce qui rend les mouvements ouvriers de plus en plus interdépendants même si les moyens de liaison vraiment efficaces ne sont pas encore mis sur pied.

A partir de ces éléments, et compte tenu des analyses initiales, apparaissent plus clairement les thèmes d'action et les mots d'ordre qui doivent être mis en avant.

III - ELEMENTS DE STRATEGIE :

1° - Les libertés politiques :

Le thème des libertés politiques reste essentiel dans les luttes étudiantes. Encore faut-il préciser qu'il ne constitue pas un objectif revendicatif du mouvement dans le cadre d'une campagne nationale réintégrant la problématique du cycle revendications-affrontements-négociations qui caractérise l'approche syndicale traditionnelle. La continuité avec Mai est décisive : en Mai, les libertés politiques et syndicales ont été installées de facto à l'université en tant que manifestation du pouvoir étudiant. Les libertés politiques constituent un acquis sur lequel il ne convient pas de revenir : en tant que libertés politiques absolues, elles sont la négation de toute conception legaliste bourgeoise ou social-démocrate (liberté "d'information politique" voire de "discussion politique" intégrée à titre d'éléments partiels et isolés dans le contexte préétabli et par là immuable - ou soumis aux seules volontés de changement du pouvoir - de l'institution universitaire bourgeoise).

Nous devons refuser et dépasser toute forme de liberté politique (même assez large dans ses possibilités d'expression pratique) qui ne serait que la propriété des militants "politisés" d'avant-garde isolée et séparée de la pratique de la masse étudiante vouée à la domination de l'idéologie bourgeoise et ne suivant les directions politiques du mouvement que de manière contingente, ou conjoncturelle (en cas de crise ou lorsque ses intérêts immédiats lésés par une réorganisation capitaliste de l'institution universitaire rencontrent la volonté politique extérieure des directions d'avant-garde d'affronter le pouvoir bourgeois).

Les libertés politiques sont un instrument de lutte pour le mouvement étudiant qui doit permettre une pratique politique effective de lutte contre l'université bourgeoise ayant un contenu de classe réel.

Ces luttes pour les libertés politiques sont rendues d'autant plus nécessaires en ce moment :

- * du fait de la politique répressive du pouvoir, institutionnalisée dans les décrets donnant tout pouvoir aux recteurs, en matière de répression administrative, universitaire, policière.

.../...

- * du fait des menaces de suppressions de bourses et de sursis afin d'éliminer de l'université les militants politiques.
- Cette lutte pour les libertés politiques dans l'université s'inscrit dans la même perspective que celle que mènent les lycéens (pour le droit de grève, contre le pouvoir donné aux proviseurs, etc...).
- Cette lutte s'inscrit dans le même cadre que celle que mènent les travailleurs pour l'obtention des libertés politiques et syndicales sur leur lieu de travail et contre la répression patronale.

Dans la même perspective, pour le mouvement étudiant, la lutte pour les libertés politiques passe par :

- le maintien, dans la pratique, des libertés politiques acquises en février-mars 68 dans les cités universitaires (lutte contre tout règlement intérieur).
- le développement de mots d'ordre permettant de faire reculer la répression dans les faits.

EMPECHONS DANS LES FAITS L'APPLICATION DES DECRETS SCALERATS.

RIPOSTONS A TOUTE MESURE DE REPRESSION PAR UNE MOBILISATION DE MASSE.

PAS DE FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITE TANT QU'IL Y AURA UN SEUL FLIC DEDANS.

2° - A bas la Loi FAURE et l'Université bourgeoise :

La Loi-cadre n'est pas une concession faite au mouvement de Mai, comme voudrait le laisser entendre la partie la plus technocratique de la majorité et ses alliés de la F.G.D.S. (qui ont voté la Loi). Elle n'a pas non plus des aspects positifs et des aspects négatifs comme l'ont prétendu les députés "communistes" à l'Assemblée Nationale; elle a une logique interne, chacun de ses éléments s'orientant vers un même but : la rentabilisation de l'université au profit de l'économie capitaliste; elle fait partie d'un plan d'ensemble visant à la restructuration de l'enseignement français au profit du néo-capitalisme. Dans ce sens, les modalités de la Loi restent sur certains points suffisamment vagues pour permettre un réajustement progressif de la Loi concernant le supérieur au schéma de restructuration de tout l'enseignement.

DE L'UNIVERSITE LIBERALE à L'UNIVERSITE NEO-CAPITALISTE :

L'augmentation de la production pendant les 15 dernières années, a entraîné depuis la fin de la guerre, un accroissement des forces productives La production a doublé de 1953 à 1963, alors qu'il lui avait fallu 50 ans pour doubler, de 1903 à 1953. Parallèlement, l'automation s'est considérablement

.../...

accrue. Ces développements ont entraîné l'apparition de nouveaux besoins : besoin pour le capitalisme d'écouler ses produits ; besoin pour la bourgeoisie d'une augmentation du nombre des travailleurs spécialisés, capables de réparer et de faire marcher les machines. Ces besoins se sont traduits par la hausse générale du niveau de vie (société de consommation, publicité, vente à crédit) et par des essais de rationalisation et de rentabilisation de l'université.

Face à ces besoins, l'université libérale était devenue un pôle réactionnaire, n'assurant la formation que d'une minorité destinée à des professions libérales (médecins, avocats, etc...). Elle avait pour rôle essentiel la transmission de l'idéologie bourgeoise (formation de professeurs), et la justification idéologique des rapports de production capitalistes.

Cette contradiction entre ses besoins et son enseignement, la bourgeoisie française fut amenée à la résoudre rapidement par la nécessité d'une adaptation au rythme de la concurrence internationale, C'est le sens de la réforme FOUCHET et du COLLOQUE de CAEN qui prévoyait l'industrialisation de la recherche, le financement privé, la sélection impérative par une politique de barrages à tous les niveaux. Mais cette réforme nécessitait de la part du patronat un effort d'investissement à long terme pour la création de ces voies nouvelles (I.U.T., facultés de cycle court). Pressée d'autre part par l'échéance du Marché Commun et par les problèmes sociaux intérieurs, le patronat laissait les structures de la réforme sans se donner les moyens d'en atteindre les buts. La sélection qui devait orienter les étudiants vers les cycles courts devenait ainsi la sélection pour elle-même, n'offrant aucun débouché et créant un malaise dans le milieu étudiant dont l'aboutissement fut Mai 68.

Des événements de Mai, la bourgeoisie a tiré les conséquences : elle a placé les problèmes universitaires au premier rang de ses préoccupations, elle a remplacé la réforme FOUCHET par la réforme FAURE, réintroduisant les thèmes essentiels des colloques de CAEN et d'AMIENS en y intégrant et dénaturant les mots d'ordre de Mai. Elle cherche à masquer les traits essentiels de la réforme : introduction du patronat, orientation impérative, universités concurrentielles sous les mots de cogestion, d'autonomie et de participation.

Définie par PEYREFITTE comme devant "répondre aux besoins de l'économie de la nation en lui fournissant des cadres dans tous les domaines", l'université va se transformer quantitativement et qualitativement. Elle doit devenir l'université de masse, chargée de la formation des cadres moyens capables de s'insérer rapidement dans la production. Ainsi, l'augmentation du nombre d'étudiants ne signifie pas pour autant une volonté de démocratisation comme le prétendent DUHAMEL, centriste, ou ROLAND LEROY, "communiste". Il n'y a pas de la part du gouvernement de choix politique entre université de masse et université d'élite : pour les besoins du patronat, l'une et l'autre coexisteront; la première formant la

.../...

masse des cadres moyens et des techniciens, la seconde s'orientant vers la recherche industrielle et de pointe directement liée aux problèmes de la concurrence internationale.

Dans cette perspective, le patronat doit assurer lui-même la planification et l'organisation de l'enseignement. Il doit s'assurer le contrôle de l'université à tous les niveaux : présence dans l'administration, présence dans l'enseignement proprement dit.

"Les intéressés, ce sont les étudiants, les enseignants, mais ce sont aussi les représentants des grandes activités économiques et notamment de la région dont la présence n'est pas simplement opportune, mais nécessaire".

R. POUJADE

Ces principes se traduisent au niveau de la Loi par une participation obligatoire de "personnalités extérieures" (de 1/6 à 1/3 des conseils). On voit rapidement quel pourra être le rôle de représentants d'un Michelin ou d'un Bercot dans une université régionale, monopolisant les étudiants sortant de la faculté, instaurant des barrages selon les besoins de leur propre production.

De plus, ces personnalités extérieures peuvent être introduites dans l'enseignement comme au C.E.L.S.A. ! (Sorbonne), actuellement où les représentants du patronat enseignent la gestion des entreprises pour un meilleur rendement et les moyens d'aplanir les conflits sociaux. De même les locaux universitaires peuvent servir de centre de recyclage aux travailleurs d'une région et ce, à moindre frais pour le patronat. Cette main-mise sur l'université se traduit aussi au niveau de la recherche tant par la possibilité de financement privé que par des liaisons privilégiées avec des organismes privés. Cette idée, M. CAPELLE l'a clairement exprimée au cours du débat sur la Loi :

"Il peut être fécond que des conventions, des contrats puissent être passés entre une université et un organisme extérieur quelle que soit sa nature, par exemple un laboratoire industriel".

Cette différenciation entre université de masse et université d'élite, entre formation professionnelle et formation scientifique pour la recherche, implique nécessairement une orientation sélective débouchant à plus ou moins long terme sur les universités concurrentielles. Cette "nécessaire sélection par l'orientation" a été défendue par la fraction la plus technocratique de la majorité. Ainsi, pour le recteur CAPELLE, "il s'agit de favoriser une croissance équilibrée en la contrôlant, en diversifiant les voies, en assurant une régulation des effectifs". Pour cela, deux moyens essentiels : le contrôle continu des connaissances et le maintien des examens, le premier défavorisant les étudiants salariés, le second se basant sur un bachotage actif et un héritage culturel qu'il s'agit de mettre en valeur le jour de l'épreuve.

.../...

Dans les deux cas, les étudiants des couches les moins aisées, sont lésés et ce sont eux que l'on retrouve dans les cycles courts. De plus, la mise en place de stage d'orientation à l'entrée des facultés remplace habilement l'examen d'entrée en faculté, tandis que les décisions "impératives", après un échec, rappellent curieusement la limitation des redoublements de la réforme FOUCHET.

Ce système de cycles courts et de cycles longs n'est qu'un premier pas vers une structure plus élaborée comprenant l'enseignement secondaire et débouchant sur des universités d'abord différenciées (par les moyens pédagogiques, par les professeurs les plus intéressants) puis sur des universités concurrentielles où le diplôme national sera aboli, où l'université passera "un contrat avec l'enseignant et l'étudiant"; l'université s'entendant certainement comme une administration au service du patronat et qui choisit ses usagers. Tous ces thèmes que, par souci tactique, la réforme laisse dans un vague révélateur, les députés les ont précisés au cours des débats ; les exemples sont nombreux, il suffit d'en citer quelques uns :

"La pratique des diplômes nationaux est une pratique stérilisante"

PEYREFITTE

"On pourrait imaginer... des université organisant leur enseignement comme elles l'entendent, distribuant des diplômes n'ayant d'autre valeur que celle qui s'attacherait à leur réputation".

Dans cette perspective, le gouvernement a prévu, des modalités qui empêcheront "les minorités agissantes" de "monopoliser" le pouvoir (cas de la MNEF pour l'UNEF). Le nombre de sièges étudiants au conseil baissera proportionnellement au nombre des votants. La seconde caractéristique des structures est une volonté de maintien de la hiérarchie et du clivage entre enseignants et étudiants. Les collègues enseignants sont séparés des collègues étudiants, tant à la base que dans les conseils. Si les chaires disparaissent, les professeurs mandarins restent et une place de choix leur est réservée dans les conseils (60 % des sièges enseignants). De plus, un collège séparé élit les assistants et les maîtres-assistants.

Ces modalités permettent au gouvernement de résoudre deux contradictions : l'une en minorisant le rôle des assistants dont on ne sait s'ils se placeront du côté étudiant ou du côté professoral, l'autre en faisant une concession aux éléments les plus conservateurs du corps professoral qui gardent une place privilégiée, malgré la disparition des chaires.

Enfin, la troisième caractéristique concerne les pouvoirs des conseils. Ceux-ci de fait n'existent pas. Le conseil est soumis (non dans les principes, mais dans la réalité) aux exigences de l'instance supérieure (Conseil de l'université), qui elle-même est soumise aux besoins de l'économie locale, expression particulière des besoins de l'économie nationale. Toutefois, le conseil peut agir dans trois domaines bien déterminés : les méthodes pédagogiques, enseignants et étudiants de troisième cycle votant

le budget et la répartition, enseignants participant seuls aux délibérations sur les sanctions disciplinaires (volonté de minorisation du rôle des étudiants et de clivage enseignants-étudiants).

L'autonomie pédagogique laissée aux conseils, dont les réformistes font un de leurs chevaux de bataille, n'est qu'un leurre ; elle est fondamentalement liée aux ressources financières de chaque département. Modifier les structures pédagogiques signifie un nécessaire accroissement de l'encadrement et du matériel mis à la disposition des universitaires. Dans ce sens : ou les réformes pédagogiques s'intégreront dans un cadre budgétaire fixé par le gouvernement et certaines unités d'enseignement seront alors en retard sur d'autres (VINCENNES, SORBONNE), ou ces unités feront appel à l'investissement privé (legs, dons, fondations). Ainsi, l'autonomie pédagogique reste indissolublement liée à l'autonomie financière qui permet une main-mise plus grande du patronat sur l'université, créé des centres modèles formant des cadres supérieurs pour leurs propres entreprises, introduit la concurrence avec d'autres unités liées à des groupes financiers différents.

LUTTES à MENER PAR LE MOUVEMENT ETUDIANT -

La tentative gouvernementale de couper les militants du mois de Mai de la masse des étudiants "modérés" peut s'accroître avec la mise en place des structures de cogestion. Il est nécessaire que les militants du mois de Mai se déterminent et adoptent une tactique quant aux nouvelles structures de l'université.

Pour nous, dans l'impossibilité où nous sommes d'utiliser les conseils de gestion comme tribunes d'agitation, (pas d'assemblées générales, minorisation du rôle étudiant) ou d'imposer un certain nombre de principes de l'intérieur (rôle législatif limité), il n'y a pas d'alternative : nous devons boycotter les élections aux conseils de gestion. Cette perspective cependant ne peut constituer notre but unique. Elle s'inscrit dans le cadre d'une campagne de dénonciation de la participation et de l'autonomie, tant au niveau universitaire qu'au niveau de la participation des travailleurs.

Le mouvement et ses avant-gardes doivent former des groupes de réflexion et d'action sur ces thèmes dénonçant par tracts, affiches, assemblées générales, meetings, les manoeuvres gaullistes.

Ces actions s'insèrent dans une perspective plus générale de contrôle du mouvement : sur les programmes, sur le choix des professeurs (boycottage des cours des professeurs les plus réactionnaires), véritable organisation d'un pouvoir de contrôle du mouvement face aux structures d'intégration du système.

Les contradictions internes du système introduites par le développement de la fonction productive de l'Université doivent être systématiquement utilisées et mises à nu pour et par la mobilisation étudiante.

Au mythe de l'utilisation des assemblées paritaires, nous devons opposer la désignation et le contrôle permanent par les assemblées d'étudiants de commission de contrôle du mouvement étudiant ayant droit de regard sur :

- la définition des programmes et des unités de base,
- l'organisation des cours et la répartition des enseignements,
- la définition des normes pédagogiques,
- les inscriptions pour empêcher une forme de sélection cachée,
- les modalités de contrôle des connaissances,
- les budgets, etc...

Ainsi, le contrôle étudiant n'est pas un objectif revendicatif, mais un axe de lutte, qui se traduit par une série d'objectifs concrets. C'est une manière politique de dépasser les objectifs revendicatifs pour permettre par la mobilisation de masse et l'explication politique de lutter contre la réorganisation capitaliste de l'université en renforçant les positions du mouvement étudiant.

CRITIQUE de l'UNIVERSITE BOURGEOISE -

Si nous devons répondre à l'offensive gouvernementale de la participation, il est important de ne pas nous enliser sur ce seul terrain et de mettre en oeuvre une critique radicale du contenu des cours et de la finalité de l'université.

Notre effort essentiel ne doit pas porter sur la modification même des cours.

Il peut être important d'exiger l'introduction de certains cours, d'empêcher certains professeurs d'enseigner. Il est plus important de mettre en place des groupes réfléchissant sur la nature des cours enseignés par la critique politique du contenu de la formation transmise, par la médiation du devenir professionnel à la critique de la division sociale du travail, pour élever la conscience politique des étudiants.

Ces groupes choisiront les thèmes et les formes de leurs interventions :

- pendant les cours,
- tracts posant des questions,
- contre-cours.

En clair. il ne s'agit pas de mettre en place une "contre-université" parallèle, ni des parcelles ou un "modèle" d'université socialiste, mais une série de modalités de critique de l'université bourgeoise nous permettant de renforcer le mouvement étudiant numériquement et idéologiquement.

.../...

3° - Nécessité de liaison des luttes des étudiants à celle des travailleurs :

- a) Pour dévoiler la finalité de l'université, il y a possibilité dans les faits de confronter la théorie, diffusée dans l'université, à la pratique sociale (réalité de la lutte des classes) par l'ouverture de l'université aux travailleurs.
- b) Nous devons replacer la lutte des étudiants dans le cadre de la lutte des travailleurs contre l'exploitation en apportant toutes les explications politiques nécessaires pour montrer quelle est la situation réelle des travailleurs et du mouvement ouvrier aux étudiants, en précisant constamment la lutte commune que nous menons avec les travailleurs : lutte anti-capitaliste.
- c) Il y a nécessité d'apporter notre soutien effectif à savoir : soutien matériel et politique à la lutte des travailleurs (en popularisant ces luttes parmi les étudiants, en trouvant des moyens matériels : collectes etc... pour apporter un soutien financier, en intervenant dans les manifestations des travailleurs, etc...).
- d) Il y a, d'autre part, nécessité de populariser notre lutte anti-capitaliste dans l'université auprès des travailleurs par l'information sur le caractère de l'université, sur le contenu de l'enseignement, etc...
- e) L'université "populaire". Les universités populaires d'été voulaient être le lieu d'organisation systématique de cette jonction : il ne s'agissait pas comme le voulaient les réformistes, d'expérimenter une nouvelle pédagogie et d'ouvrir accessoirement les universités aux travailleurs, mais de susciter un lieu de discussion politique commun sur les problèmes concrets de stratégie révolutionnaire, tels qu'ils ont été posés en Mai (contrôle et pouvoir ouvrier, grève active et gestionnaire etc..).

Il s'agit maintenant de profiter des libertés politiques que le mouvement étudiant saura imposer pour généraliser ce type d'expérience. Il ne s'agit pas là d'un souci ouvrier de discuter avec les travailleurs ou d'une illusion sur la possibilité de créer une université populaire institutionnalisée dans le cadre de l'université bourgeoise, mais d'une nécessité politique pour le mouvement étudiant qui découle directement des impératifs stratégiques qu'a révélés Mai.

Il s'agit d'éviter systématiquement tout isolement des luttes étudiantes par rapport aux luttes ouvrières ; il faut organiser concrètement la liaison afin que, de quelque endroit que le mouvement parte, il y ait possibilité de discussion de jonction sur le fond dès le début.

Il s'agit de se donner les moyens réels d'analyser la situation réelle dans les deux camps et par là d'éviter les déviations subjectivistes propres au milieu étudiant. La seule formation marxiste est insuffisante. La formation théorique des étudiants ne peut se faire pleinement qu'à partir des problèmes concrets des travailleurs, à partir de l'étude concrète de l'exploitation ouvrière au stade actuel de l'évolution du capitalisme français, ce qui nécessite un minimum de jonction organique avec les travailleurs qui ont fait le mouvement de Mai dans les boîtes et qui ne se réduisent pas aux jeunes travailleurs, ayant rejoint les étudiants dans la rue ou dans les facs.

Les expériences d'université populaire organisée par l'UNEF dans la région parisienne nous montrent qu'une partie importante des travailleurs (de toutes les centrales ou non syndiqués) éprouvent un besoin profond de discuter des problèmes de stratégie (deux thèmes sont essentiels : qu'est-ce que le pouvoir ouvrier ? ; comment arriver à une victoire commune ?).

Remués par Mai, vaguement mécontents mais sans savoir exactement pourquoi ou bien alors se posant explicitement un certain nombre de problèmes précis ils veulent débattre et réfléchir avec les étudiants. Mais ces travailleurs ne viennent pas spontanément dans les universités "ouvertes" par le mouvement étudiant. Dans un premier temps préalable, il faut susciter partout des universités populaires, décentralisées le plus près possible des lieux de travail, tournées essentiellement vers les besoins politiques des travailleurs. Les C.A. d'étudiants, dans la mesure où ils sont une structure militante réelle, peuvent organiser avec les structures de base de l'U.N.E.F. ces uni-pop. Il faut faire d'abord la démonstration pratique des convergences, près des usines, amorçant un début d'unification théorique et évitant le schéma volontariste des militants "formés" théoriquement, intervenant sur les lieux de production. Ensuite dans la mesure où le mouvement étudiant aura systématiquement, à l'échelle nationale, tenté ce type d'expérience, il sera possible d'imposer l'université populaire, c'est-à-dire d'ouvrir les facultés d'une manière autre que symbolique et d'y tenir des débats politiques, branchés sur la réalité de la lutte des classes en France.

IV - ORGANISATION ET UNIFICATION du MOUVEMENT :

Ce Congrès est une phase de l'unification du mouvement. Il va donc s'agir pour l'U.N.E.F. de se donner des structures qui lui permettront d'être l'instrument de cette unification. Celle-ci ne sera effective que dans la mesure où elle partira de la base ;

L'unité militante de l'U.N.E.F. ne peut donc être qu'une structure de base (C.A., C.B.).

Mais il faut bien voir que le C.A. n'est que la forme organisationnelle nécessaire à la mise en pratique d'une ligne de masse.

.../...

- 1 - Au niveau des villes, les assemblées générales des différentes structures se doivent de coordonner leurs actions
 - afin de confronter leurs analyses et leurs expériences,
 - de déterminer la stratégie locale en fonction de la ligne politique définie au Congrès.

Les militants, au niveau de ce Comité de Coordination, doivent, avant de participer au comité de la ville, avoir réuni leurs assemblées générales qui les délèguent sur des axes de lutte politique et des objectifs précis.

- 2 - Au niveau des régions, les camarades doivent organiser des stages de confrontation, d'analyse et si la nécessité s'en fait sentir, rédiger un bulletin.
- 3 - Au niveau national, un COLLECTIF NATIONAL, représentatif de l'ensemble des villes, doit travailler en rapport avec le BN qui permettra son fonctionnement. Il se compose de deux représentants par ville et, sur le plan parisien, par structure de fac.

Ses tâches se définissent ainsi :

- * confrontation des expériences et des pratiques, discussion sur les actions menées et à mener.
- * rédaction et diffusion d'une brochure théorique, comprenant, par exemple, des textes de réflexion, des confrontations d'analyse, des comptes-rendus d'action.
- * participation à la rédaction de l'"ETUDIANT de FRANCE".

En cas d'impossibilité de travail entre le Bureau National et le Collectif, les membres de ceux-ci peuvent demander la convocation d'une assemblée générale qui se déroulerait dans une période de 15 jours.

CONCLUSION -

Le mouvement étudiant cherche encore à définir avec précision sa juste place dans la lutte anti-capitaliste, les terrains de lutte et les formes d'organisation à la base qui lui correspondent.

Ce n'est pas ce Congrès de l'U.N.E.F. qui résoudra l'ensemble de ces problèmes, mais il peut et doit être cependant un point important dans la réalisation de l'unification politique et organisationnelle du mouvement étudiant sur une ligne de masse.

Ceci implique que l'on ne se contente pas une fois encore de définir la base minimale commune des camarades ayant participé aux luttes de Mai, et de tracer la ligne de démarcation par

.../...

rapport aux courants réformiste qui avancent une définition syndicale de l'U.N.E.F. nous situant ainsi largement en deçà du niveau des discussions politiques actuelles de l'ensemble du mouvement, mais qu'on avance un certain nombre d'éléments :

- sur la possibilité et les limites du rôle autonome du mouvement étudiant : celui-ci cessant de se définir en fonction de la seule intervention sur les structures de formation et le milieu étudiant pour se définir par son insertion globale dans la lutte de classe.
- sur la hiérarchisation des thèmes de lutte, nécessaire pour éviter le danger activiste : par l'affirmation que le front idéologique est le front de luttes qui permet de couper le mouvement étudiant de ses illusions réformistes liées à la nature même du milieu étudiant (instamment impliqué par son devenir). Pour ce faire, le mouvement étudiant devra spécifier l'articulation concrète entre "revendication" et "dénonciation" politique suivant les différents secteurs de l'Université afin de tenir compte des différents quant au devenir de classe et au contenu idéologique de l'enseignement.

L'intervention sur le front idéologique permettra de faire progresser au sein du mouvement étudiant la conscience de son rôle par rapport à la classe ouvrière :

se placer sous la direction de la classe ouvrière tout en cherchant à avoir un impact sur la conscience politique et idéologique de celle-ci. Le renforcement de cette liaison passe par le développement de luttes de masse du mouvement étudiant, aggravant les contradictions politiques, économiques et idéologiques de la bourgeoisie et contribuant, par le travail d'explication à l'extérieur, à l'unification d'un bloc antagoniste à la bourgeoisie. Le principe de la liaison à la base entre militants étudiants et ouvriers doit être l'axe essentiel du mouvement.

- Sur les leçons que l'on peut tirer des formes de lutte et d'organisation apparues en Mai : l'unité de base de l'U.N.E.F. est la forme organisationnelle trouvée spontanément par le Mouvement de Mai : le C.A. sur une ligne de masse.
